

# "16,5 % de chômage à Bruxelles, ÇA RESTE INACCEPTABLE"

▶ Le ministre bruxellois Didier Gosuin accélère le processus de reconnaissance de diplômes des chômeurs d'origine étrangère

► Tout a commencé en 1976, lorsque Didier Gosuin (Défi), actuel ministre bruxellois de l'Économie et de l'Emploi est élu à Auderghem en tant qu'échevin. Depuis, il n'est plus jamais sorti du monde politique. La majorité auderghemoise étant restée stable, il est devenu bourgmestre en 1995 et l'est encore aujourd'hui. Entre-temps, il y a eu la création de la Région bruxelloise, son terrain de prédilection. D'abord élu secrétaire d'État, il devient très vite ministre. Il revient avec la DH sur ses 20 années passées au sein du gouvernement bruxellois.

**Quelle est votre analyse de la situation du marché de l'emploi à Bruxelles ?**

"Le marché de l'emploi reste toujours très difficile. On a un taux de chômage de 16,5 %. Quand j'ai repris les fonctions, on était à 22 %, donc ça va mieux mais 16,5 %, ça reste inacceptable. La responsabilité est notamment au niveau des bruxellois mais il faut reconnaître que, pendant 25 ans, les gouvernements successifs ont désarticulé la politique économique, de l'emploi et de la formation. Ce qui était une imbécillité sans nom et cela s'est traduit par une absence de politique coordonnée en matière d'emploi et de formation."

**En matière de formation professionnelle, quels sont les gros chantiers à moyen terme ?**

"Premièrement, nous devons développer les formations les plus innovantes et agir dans la transition technologique et numérique. Deuxièmement, on doit inciter le monde de l'entreprise à être beaucoup plus publics. La formation n'est pas l'appanage des pouvoirs publics. Il y a trop peu de formations en entreprise. Troisièmement, on doit multiplier

les instruments de ce que j'appelle la validation des compétences. Et finalement, il y a un chantier qui me paraît essentiel et qu'on a délaissé à Bruxelles en particulier. Il y a trop de personnes qui viennent de l'étranger et qui sont légales sur notre territoire mais qui sont demandeurs d'emploi parce que leur diplôme ou leurs compétences ne sont pas reconnus parce qu'il n'y a pas d'équivalence."

**Il y a beaucoup de personnes dans cette situation ?**

"Parmi les demandeurs d'emploi, il y a 43 % des personnes qui n'ont pas de diplôme en Belgique. Pourtant on constate qu'il y a un nombre important d'universitaires qui ont fait des études supérieures. Il y a aussi des personnes qui ont été plombier pendant 10 ans en Syrie mais qui n'ont aucune preuve. Valéons ces compétences !"

**Qu'est-ce qu'on peut faire pour cela ?**

"Accélérons le processus de reconnaissance des diplômes qui prend parfois trois ans pour aboutir. Par exemple, il y a aussi un certain nombre de maçons qui n'ont pas le titre parce qu'ils travaillaient dans un autre pays et qui ne peuvent pas être engagés ici (voir ci-contre). Alors que c'est un métier en pénurie ! Là, il y a un travail à faire. Quel génie aussi de mettre un ingénieur étranger à la plonge alors qu'on recherche des ingénieurs !"

**Et il y a déjà quelque chose qui est fait en ce sens ?**

"Sur les 91.000 demandeurs d'emploi, 43 % ont une qualification qui n'est pas recensée. Cela ne veut pas dire qu'ils ont tous un diplôme mais même si là-dedans il y en a 7.000 qui en ont un, imaginez l'impact que cela peut avoir ! Maintenant, il y a une stratégie. On

va accompagner systématiquement ces personnes et on va valider leur diplôme, si effectivement ils ont un diplôme. On va booster l'équivalence, j'ai mis à disposition de la Fédération Wallonie-Bruxelles une quinzaine d'agents pour pouvoir accélérer les services d'équivalence et pour la validation des compétences quand on n'a pas de diplôme. Parfois les gens sont menuisiers de père en fils et n'avaient pas besoin de diplôme dans leur pays pour travailler. Qu'est-ce qu'on fait alors ? On les met dans un processus de validation des compétences. Si c'est un maçon, on le met devant un mur, on lui demande de décrire les instruments et de construire un mur, par exemple. Si c'est un vrai maçon il fera un mur parfait."

**Plusieurs communes bruxelloises font partie des 10 communes les plus pauvres de Belgique, comment expliquez-vous cela ?**

"Cela ne date pas d'hier. Depuis les années 80 on assiste à un appauvrissement de Bruxelles et il faut reconnaître qu'aucune mesure n'a été prise à l'égard de ce phénomène. Dans les années 60 et 70, c'est Bruxelles qui a supporté tout le poids de l'immigration organisée. Rien n'a été fait par le fédéral. Aucun moyen n'a été donné à Bruxelles pour gérer cette situation de manière efficace, pour donner à ces populations des champs d'épanouissement, les accompagner et assurer leur réussite scolaire. À la constitution de la Région, on s'est retrouvé devant une page blanche. Il n'y avait rien qui était fait et je m'excuse de dire qu'il n'y a toujours rien. Le fédéral ne reconnaît pas cette évidence."

**Bruxelles est donc une Région très pauvre ?**

"Elle est une région très pauvre pour les raisons historiques que je décris, mais elle est à la fois la Région qui produit le plus de richesses et la plus d'emplois. Elle contribue plus à la richesse que la Flandre et la Wallonie puis qu'on contribue à 20 % du PIB belge alors que nous représentons 12 %."

**Cela, c'est positif...**

"Oui, mais quel est le retour qu'on nous donne ? À part un boasting de Bruxelles ? Chaque fois que faire se peut, on met en exergue des événements négatifs qui se déroulent à Bruxelles et qui sont condamnables, certes. D'après ce qu'on entend, lorsqu'il y a un problème à Bruxelles, c'est bien entendu la faute de tous les bruxellois, toutes les communes, toute la Région. Cette hostilité organisée à l'égard de Bruxelles, elle est périlleuse, elle est dans les gènes de l'État belge. Cet État n'aime pas Bruxelles. On n'aime pas Bruxelles donc on n'est pas prêt à aider Bruxelles."

**Vous avez un exemple ?**

"Quand on voit l'état dans lequel sont les musées royaux de Bruxelles, avec des seaux pour recueillir l'eau qui coule du toit en face d'un Rubens, quelle image donnons-nous de Bruxelles ? Quand vous allez à l'étranger, on ne parle pas de la Belgique, encore moins de la Flandre ou de la Wallonie, on parle de Bruxelles. C'est une marque de fabrique. Prenons l'exemple du RER. Quel est le pays où on n'investit pas prioritairement pour bien desservir sa capitale ? Qu'on me donne un exemple d'un pays qui a décidé de ne pas investir dans des liaisons ferroviaires entre sa capitale et son hinterland ? Il y en a un au monde. Un seul au monde : c'est la Belgique."

Interview > Héliène Ghilain



► "Je n'ai absolument aucune inquiétude pour le secteur Horeca, mais il n'a pas encore fini sa mutation." © J. GUILLAUME

## L'HORECA BRUXELLOIS SE PORTE BIEN

► En 2016, 854 entreprises ont été créées contre 652 qui ont dû fermer. Soit un solde positif de 202 unités

► D'après le ministre, le monde de l'Horeca "se porte très bien à Bruxelles". Cependant, il reconnaît que beaucoup d'entreprises ferment dans la capitale et nous en avons encore eu l'exemple il y a quelques semaines avec la mise en faillite de onze brasseries bruxelloises. Contrairement à ce qu'un tel événement laisserait présager, les chiffres prouvent que dans le monde de l'Horeca bruxellois, il y a plus de créations d'entreprises que de fermetures. En 2016, 854 entreprises ont été créées contre 652 qui ont dû fermer pour différentes raisons. Cela représente donc un solde positif de 202 unités.

"Il y a énormément d'entreprises qui ferment parce qu'elles ne sont plus adaptées aux besoins des clients. Je pense aux cafés par exemple. Dans ma commune, il y en avait une soixantaine et il n'en reste plus que quelques-uns", explique Didier Gosuin.

**CE SOLDE POSITIF** traduit néanmoins une vraie mutation dans ce métier particulièrement porteur d'emplois. "Les nouveaux établissements offrent d'autres types de services, de la nou-

velle cuisine. On peut un peu faire le rapprochement avec les librairies. Le libraire classique a disparu lui aussi. Aujourd'hui, il se diversifie. D'abord, il y a eu le Lotta, maintenant il y a des centres de livraisons pour des colis. Tout le métier est en train de changer et de se professionnaliser."

Le ministre ajoute que le secteur maintient la tête hors de l'eau grâce, notamment, au fait que le pouvoir d'achat se porte

bien dans la capitale. "Globalement le pouvoir d'achat augmente, pas parce que chacun devient plus riche mais parce qu'il y a plus de monde et grâce au rôle international de Bruxelles. Moi je n'ai absolument aucune inquiétude pour le secteur Horeca, mais il n'a pas encore fini sa mutation. Il doit encore se professionnaliser et il y a encore des commerces qui vont disparaître ou qui vont devoir complètement changer de stratégie. Mais pour cela, je ne peux rien faire. Je ne peux pas co-difier comment les gens doivent faire leur commerce", conclut Didier Gosuin.

H. G.

### LA PHRASE

"Il y a trop de personnes qui viennent de l'étranger et qui sont légales sur notre territoire mais qui sont demandeurs d'emploi parce que leur diplôme ou leurs compétences ne sont pas reconnus parce qu'il n'y a pas d'équivalence"

(...)

"On va accompagner systématiquement ces personnes et on va valider leur diplôme, si effectivement ils ont un diplôme. On va booster l'équivalence."



► "Chaque fois que faire se peut, on met en exergue des événements négatifs qui se déroulent à Bruxelles." © J. GUILLAUME